

# Migrations, transformations sociales et recompositions des territoires dans la Jeffara (Sud-Est de la Tunisie)

Hassen BOUBAKRI  
Habiba NOURI

## Introduction

Territoire de mobilités multiples à des échelles emboîtées et dans des directions variées, le Sud-Est de la Tunisie, et particulièrement son espace central, la Jeffara, sont le théâtre de dynamiques socioéconomiques et territoriales profondes. Les acteurs et les facteurs de ces changements, mais aussi les manifestations de ces derniers, ne sont pas d'ordre uniquement macro économique, macro social ou macro spatial, mais sont à identifier et à lire dans les stratégies, les pratiques et les actions des groupes et des communautés, aux échelles inférieures des sociétés et des espaces. Après une analyse rapide et globale de l'évolution des mouvements migratoires qui ont touché la région depuis quatre décennies, nous focalisons le regard sur des groupes et des communautés, très localisés dans l'espace et profondément touchés et impliqués dans les migrations aussi bien internes qu'externes.

Trois groupes témoins font l'objet de cette analyse : les Houaya (fixés autour de Béni Khédache), les Ghomrassen et les Maztoura, dont l'emprise territoriale s'étend du Jbel, au piedmont, jusqu'à la plaine ; c'est-à-dire de Ksar Hadadda à l'ouest aux zones steppiques de parcours pré désertiques, désormais couvertes par l'oléiculture extensive.

Dans un premier cas, il s'agit de dresser une comparaison entre deux groupes, les Houaya de Béni Khédache et les Ghomrassen-Hadadda de Bir Lahmar au niveau de l'histoire migratoire, des destinations, des trajectoires migratoires, de l'évolution des pratiques migratoires et des profils de migrants en fonction des générations, des degrés d'implication des membres des familles dans la migration. Dans un deuxième cas, il s'agit d'identifier les formes de mobilité et de dispersion des membres d'un autre

groupe, les Maztoura, dont le siège se situe à El Argoub, au sud-ouest de Bir Lahmar.

Le suivi de l'évolution des pratiques migratoires de ces groupes, l'analyse des changements qui ont affecté leurs sociétés d'origine, ou qui ont touché les lieux et les espaces qu'ils traversent, permettent de comprendre les articulations et les interactions entre mobilité, relations sociales et pratiques territoriales.

L'évolution des formes de mobilité et leur portée, ainsi que celles du monde rural s'inscrivent en réalité dans un cadre plus global des transformations sociodémographiques, économiques et territoriales qui traversent la région depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle en particulier (Boubakri, 2006). L'accélération de la transition démographique, l'essoufflement de la croissance de la population, le glissement des centres de gravité du peuplement et la littoralisation du système urbain dans la région sont autant de manifestations de ces changements. Le tourisme surtout international, l'émigration à l'étranger et l'économie informelle et frontalière contribuent fortement à la formation des revenus des populations locales et aux dynamiques des espaces et des territoires.

La mise en valeur des parcours de la plaine est l'une des manifestations les plus tangibles des transformations et des mutations qui touchent le monde rural et les systèmes de cultures dans la Jeffara.

## 1. Mutations de systèmes agraires

Zone répulsive, aride voire même désertique, telle est l'une des idées reçues sur la région du Sud-Est. Celle-ci est confondue dans l'esprit du public avec une zone « saharienne ».

Si un ensemble d'indicateurs d'ordres physiques (topo géomorphologiques, climatiques, biogéographiques...) et environnementaux, tendent à asseoir cette représentation, il n'en demeure pas moins que la région du Sud-Est connaît depuis quelques décennies un ensemble de changements et de mutations liés à des interventions publiques et privées (pouvoirs publics, acteurs locaux et populations) qui lui permettent d'atténuer, voire même d'effacer, localement du moins, l'impact d'un environnement naturel difficile et hostile. L'avancée d'un front arboricole et l'extension de la mise en valeur des terres de parcours vers les profondeurs de la Jeffara sont la manifestation la plus tangible des ces mutations. Des mutations qui risquent toutefois de déstabiliser l'équilibre fragile des écosystèmes et d'affaiblir la durabilité des formes de mise en valeur de la steppe (Guillaume et Sghaier, 2006).

D'un autre côté, la région voit se développer depuis deux décennies au moins une agriculture irriguée qui arrive à se dégager partiellement de ces contraintes. Ces cultures irriguées de plein champ et sous serres permettent désormais à la région de contribuer de manière significative à la production nationale de maraîchages, de légumineuses et de fruits, ou du moins de tout importer des autres régions agricoles du pays.

L'étendue des parcours et l'alimentation complémentaire, souvent importée du Tell, contribuent à la diffusion des différentes formes d'élevage (ovins, caprins et dromadaires), alors que l'élevage bovin bénéficie surtout, pour une partie de son alimentation, des fourrages produits dans les périmètres irrigués.

### 1.1. Une région à vocation d'abord pastorale

Ces transformations des paysages et des systèmes de culture n'effacent pas pour autant l'identité naturelle de la région.

82,5% de la surface agricole utile (ou SAU) de la région du Sud-Est (gouvernorats de Tataouine, Médenine et Gabès) sont des terres de parcours, alors que les terres cultivables ne couvrent que 17,3% de la SAU.

Zone de parcours, le Sud-Est occupe une place privilégiée dans l'élevage extensif surtout ovin et caprin. La taille moyenne du cheptel dans la région est de l'ordre de 1,3 million de têtes durant les dernières années, même si la part de la région dans le troupeau national ne dépasse pas 10% (ODS, 2006).

Ce type d'élevage fait partie des traditions pastorales de la région, en particulier sur ses marges montagneuses et désertiques.

Mais l'élevage familial fait désormais aussi partie du paysage rural de la plaine et même des villes (petites et moyennes) de la région. Il assure un complément de ressources et de revenus aux ménages et aux femmes en particulier. Si les femmes sont au foyer, ce n'est pas uniquement pour entretenir la maison et les familles, mais aussi pour s'occuper d'un petit élevage de quelques chèvres et/ou brebis qui, non seulement procurent le lait quotidien dont ont besoin les ménages, mais surtout, garantissent un complément de revenus appréciable aux ménages, et particulièrement aux femmes, par la vente des agneaux et des chevreaux. C'est ce qui permet à ces dernières d'acquérir une légère autonomie matérielle et une plus grande contribution au budget des ménages.

Cette évolution, conjuguée à d'autres formes de transformations socioculturelles (taux de scolarité élevé des femmes comme des hommes, acquisition de diplômes, baisse de la fécondité, travail féminin, nucléarisation des cellules familiales...), contribuent à faire émerger de nouveaux rôles et un nouveau statut des femmes.

La pratique de l'élevage dans les familles ne cesse de se généraliser à la campagne comme en ville, chez les paysans comme chez les autres catégories socioprofessionnelles : fonctionnaires, enseignants, cadres moyens, ouvriers, petits commerçants, artisans... L'amélioration du niveau de vie des ménages et la multiplication de leurs besoins d'un côté, et, de l'autre, l'augmentation du coût de la vie, amènent les ménages à rechercher des compléments de revenus et d'autres activités (cf. l'analyse de H. Guillaume dans cet ouvrage).

## 1.2. Le « retour » du dromadaire et le développement de l'élevage bovin laitier

Animal du désert par excellence, le dromadaire ne cesse de prendre de l'importance comme spéculation destinée à la production de la viande en particulier. Cet élevage bénéficie également du soutien et des incitations des pouvoirs publics. L'Institut des régions arides (IRA) conduit des recherches de pointe sur la protection et la promotion du dromadaire, pour l'élevage, surtout, pour sa viande et pour le lait de chamelle. La viande cameline est désormais bien intégrée dans les circuits marchands : elle occupe une bonne place sur les rayons des grandes surfaces et des hypermarchés des grandes villes en particulier (Tunis, Sousse, Sfax, Gabès et Djerba).

La région compte 45 400 têtes. Plus de la moitié (55%) du troupeau est concentrée dans le gouvernorat de Tataouine, alors que Médenine en compte 42%. Les zones désertique et montagnaise comptent 64% du troupeau.

L'élevage bovin du Sud-Est (environ 10 000 têtes) est peu développé si on le compare aux 766 000 têtes recensées en 2006 dans le pays, soit 1,3% (ODS, 2006).

N'étant pas dans une région de bovins, cet élevage n'a cessé de prendre de l'importance dans les différentes zones et en particulier dans et autour des grandes villes du Sud-Est.

Contrairement aux ovins et aux caprins, les bovins se retrouvent à 86% sur la zone littorale où se concentrent la majorité des citadins, consommateurs de lait. Avec les trois quarts du troupeau bovin et la moitié de la production laitière du Sud-Est, l'agglomération de Gabès et sa ceinture agricole fixe le principal bassin laitier de la région.

Les villes de Tataouine, de Médenine, de Zarzis et celles de l'île de Djerba fixent autour d'elles des unités d'élevage bovin allant de quelques centaines à un millier de têtes selon les cas.

## 1.3. La révolution « arboricole » a fait de la région un pôle arboricole et oléicole de premier plan

En terme de superficie cultivée, l'arboriculture occupe la première place dans le Sud-Est (316 040 ha), soit 80% des terres mises en culture dans la région. Sa part dans la surface arboricole nationale est de l'ordre de 15%.

Le Jbel (montagne) de Matmata et de Demmer, et plus tard la Jeffara (et en particulier la zone de Zarzis) se distinguent par leurs traditions de culture de l'olivier, un arbre séculaire. Les vallées profondément encaissées du Jbel renferment d'abondants vestiges et traces de cette culture qui remontent à l'époque préromaine et romaine (huileries, terrasses, digues...).

Les *dakbla*<sup>1</sup> de Zarzis et de Boughrara sont réputées pour leur savoir-faire traditionnel en matière de techniques de culture de l'olivier en sec et

1. *Dakbla* : de l'arabe « entrée », terme désignant les deux presqu'îles de Boughrara et de Zarzis, au sud de Djerba.

surtout de commercialisation de la récolte des olives, comme de l'huile d'olive.

Toutefois, depuis pratiquement quatre décennies (années 70), la région est devenue le théâtre d'une « révolution arboricole » inédite (cf. l'analyse de H. Guillaume dans cet ouvrage).

Le front pionnier de l'olivier n'a cessé d'avancer au dépend des zones de parcours situées dans la plaine de la Jeffara et sur ses marges désertiques à l'est et au sud, et sur le piémont à l'ouest (zones de Ben Gardane, de Sidi Makhlouf, de Bir Lahmar et de Béni Khédache) et les zones situées au sud de Médenine et au nord et à l'est de Tataouine). C'est ce qui explique cet extraordinaire développement des surfaces oléicoles.

Par conséquent, la vocation culturelle principale de la région est, après le pastoralisme, arboricole. Avec 270 000 ha de surface, l'oléiculture en sec est la première spéculation arboricole dans la région, ce qui représente les trois quarts de la surface arboricole du Sud-Est. L'importance et l'extension de l'olivier permettent, parfois, à la région d'occuper une place de choix dans la production oléicole nationale. Durant quelques années pluvieuses, comme les années agricoles 2003-2004 et 2004-2005, la production régionale de l'huile d'olive a été de l'ordre de 40 000 tonnes, ce qui représentait le quart ou le cinquième de la production nationale de ces mêmes années. Il faut toutefois rappeler que la région est soumise aux aléas du climat aride, avec une succession d'années sèches ou très peu pluvieuses, ce qui peut affecter non seulement la productivité des arbres mais aussi menacer leur survie même.

#### **1.4. L'irrigué et les spéculations fruitières traduisent l'intégration des logiques de marché par les agriculteurs de la région**

Même si, visiblement, l'irrigué se diffuse rapidement dans toute la région, son extension reste ponctuelle, en comparaison avec son extension dans le Centre et le Nord de la Tunisie, et surtout en comparaison avec l'étendue géographique de l'arboriculture en sec, et de l'oléiculture en particulier, dans le Sud-Est même.

##### **1.4.1. Les surfaces irriguées**

Le Sud-Est compte presque 22 000 ha de périmètres irrigués, ce qui représente 5 à 7% de la surface irriguée à l'échelle nationale.

Traditionnellement, les surfaces irriguées sont situées dans les oasis littorales de Gabès, de l'intérieur (El Hamma), ou dans des zones très localisées, comme à Djerba, à Kirchaou (zone de Smar), à El Ferch (près de Ghoumrassen) et El Achouch (zone de Remada). Ces zones irriguées traditionnelles ont énormément souffert de l'épuisement des nappes phréatiques et de la mauvaise qualité de l'eau.

L'irrigation a connu un nouvel essor depuis le milieu des années 80 avec la mise en œuvre de la 2<sup>ème</sup> génération des PDRI (Programme de développement rural intégré) : familles productives, création de ressources,

forages et équipement de périmètres irrigués par les pouvoirs publics, soutien et incitations étatiques aux périmètres privés...). Les études et les prospectives effectuées par les services spécialisés (études pédologiques, ressources en eau, CES...) ont contribué à un meilleur diagnostic des potentialités agricoles locales et régionales. Ces modes d'intervention des pouvoirs publics ont permis l'émergence d'une agriculture irriguée à haute valeur commerciale dans des zones qui se sont révélées être à haut potentiel pour l'irrigué, surtout par la qualité de leurs sols ou par leurs ressources en eau, comme dans la zone de Tataouine.

Un peu moins de la moitié des périmètres irrigués est située dans la zone littorale (10 500 ha).

La quasi-totalité de ces surfaces littorales irriguées est située dans les oasis du Grand Gabès (Gabès Médina, Gabès Sud, Gabès Ouest, Ghannouch et Métouia : 62,8%) et dans celui de Mareth (32,8%).

#### 1.4.2. Les nouvelles cultures spéculatives

La vocation « fruitière » du Sud-Est était, à première vue, très limitée : culture du grenadier dans les oasis littorales de Gabès et du pommier à Djerba. Le figuier, tout comme l'olivier, était de tout temps un arbre traditionnel, en particulier dans le Jbel. Sa culture est par conséquent plus ancienne et plus diffuse.

Les figues (fraîches et surtout sèches) sont de plus en plus recherchées et réintégrées dans l'alimentation aussi bien urbaine que rurale. Les industriels de la confiture et les fabricants des spiritueux contribuent à l'augmentation de la demande sur cette denrée.

Le Sud-Est compte 45 000 ha d'arboriculture fruitière. 52,1% de cette surface sont situés dans le gouvernorat de Gabès et en particulier dans ses oasis littorales : Ouedhref, Métouia, Chenini, Gabès, Mareth, Kettana.

L'arboriculture fruitière occupe 86,3% de la superficie irriguée dans le gouvernorat de Tataouine, 71,2% à Médenine et 63,7% à Gabès. En terme de surface, la vocation première de l'irrigué dans les gouvernorats de Tataouine et Médenine est arboricole, alors qu'à Gabès, la vocation de l'irrigué est plus riche et variée : arboriculture, maraîchage-fourrage et palmier-dattier (de qualité médiocre ou moyenne) (ODS, 2006).

La rénovation dans ce domaine tient surtout de la plantation à grande échelle, et en dehors de leurs terroirs traditionnels, de certaines spéculations comme l'amandier, le pêcher ou l'abricotier.

En terme de superficie, les principales spéculations sont le grenadier, l'amandier, le pommier, le pêcher, l'abricotier et la vigne (raisins de table). Elles ont permis d'insérer la région dans l'agriculture de marché. Les agriculteurs ont ainsi intégré les logiques de marché (à l'intérieur comme à l'extérieur) : calendrier agricole, agriculture biologique, techniques de culture et d'entretien, circuits de commercialisation...

Deux expériences pilotes de développement et de promotion de certaines spéculations fruitières illustrent bien les mutations des systèmes de cultures dans la région.

La production de grenades dans les oasis autour de Gabès (Kettana, Zerkine, Mareth, El Hamma, Chenini, Oudhref) a augmenté de 16 000 à 23 000 tonnes entre les années 2000 et 2005 ; alors que l'exportation n'a pas dépassé les 1000 tonnes/an. Pour promouvoir l'exportation du grenadier, les autorités agricoles de la zone de Gabès ont mis en place un programme intégré destiné à améliorer les techniques de sa culture, son rendement, à allonger le calendrier de maturation du fruit en privilégiant les cultures précoces et tardives. L'introduction de la culture biologique du grenadier, l'adoption des normes européennes et la mise en place de systèmes de qualité ainsi que des appellations contrôlées sont autant d'indicateurs de l'intégration des logiques de marché et de la rente par les agriculteurs et les systèmes de cultures dans la région. S'il est peut-être trop tôt pour tirer les leçons de ce type d'actions, elles traduisent néanmoins la rencontre entre, d'un côté, la volonté des pouvoirs publics d'améliorer la productivité de ce type de spéculations et de répondre à la demande des marchés, et, de l'autre, un début de pénétration de ces logiques et de ces règles dans les milieux paysans de cette zone.

Plus au sud, à la lisière du désert, dans la zone de Tataouine, la pêche précoce et la pomme de terre traduisent, dans ce cas également, la réponse des paysans et des agriculteurs locaux (avec le soutien des pouvoirs publics) aux exigences du marché et aux contraintes de la productivité.

Dans les périmètres irrigués des zones de Bir Lahmar, Smar, Bir Amir et Bir Thlathine, des agriculteurs sont parvenus à contribuer à l'offre de quelques fruits précoces sur les marchés des grandes villes littorales (Tunis, Sfax, Sousse, Gabès et Djerba). En effet, durant le printemps 2006 par exemple, les agriculteurs de la région ont mis sur le marché des tonnes de pêches et d'abricots, deux à trois semaines avant les autres régions agricoles du Centre et du Nord du pays. La demande a ainsi dépassé l'offre, quand les camions des grossistes du marché de gros de Tunis sont rentrés vides (source : témoignages recueillis auprès des responsables et des agriculteurs locaux).

Dans le domaine de la production des pommes de terres, les sols de certaines zones au sud de la ville de Tataouine renferment des potentialités importantes pour ce type de culture. La culture d'une variante tardive, appelée *Sponta*, dans la zone d'El Ferch (entre Tataouine et Ghoumrasen) avait fait de cette zone, durant une campagne, l'une des destinations des grossistes et intermédiaires en provenance du Centre et du Nord du pays (source : *idem*).

Toutefois, la timidité et la faible durabilité de ces expériences montrent bien les limites d'une pleine participation de la Jeffara et de ses marges à la production de ce type de spéculations.

Les transformations qui ont touché le monde rural et les systèmes de cultures ne suffisent pas à expliquer, à elles seules, les changements socio-économiques et géographiques profonds dans la région : urbanisation, monétarisation et marchandisation des rapports de production, évolution des statuts et des rapports sociaux.

Les migrations (internes et externes) font partie des facteurs de ces changements dans la mesure où elles ont contribué, et contribuent encore, à ouvrir les communautés et les groupes locaux sur l'extérieur. Par ailleurs, les migrations ont toujours constitué la solution pour atténuer le déficit et la faiblesse des revenus et des ressources locales. Les ressources extérieures générées par la migration contribuent à leur tour à conforter les budgets des ménages et à diversifier l'économie locale et régionale.

## 2. Recompositions et renouvellement des systèmes migratoires

Les pratiques de la mobilité sont à la base même des anciens modes de vie des populations de la Jeffara. Si le semi nomadisme était la forme principale d'exploitation du milieu naturel par les groupes tribaux de la plaine, du piémont et du Dahar, les sédentaires de Djerba et du Jbel vont toujours plus loin pour travailler et assurer la survie de leurs groupes et de leurs familles : à l'intérieur de la Tunisie au début, à l'étranger ensuite.

### 2.1. Le Jbel et la Jeffara, une terre de migrations séculaires

L'émigration est une pratique ancienne dans ces zones du Sud de la Tunisie.

En premier lieu, nous pouvons signaler la pratique de la *htaya*, une migration saisonnière collective pour la recherche de pâturages et de ressources alimentaires d'appoint, comme les céréales, les dattes ou l'huile d'olive. Le déficit alimentaire qui touchait aussi bien les hommes que le bétail durant les années sèches contraignait les agro-pasteurs de la région à migrer avec familles et bétail vers les zones céréalières et oléicoles du Centre et du Nord.

En second lieu, a émergé la pratique d'une émigration temporaire d'hommes seuls vers les autres régions de la Tunisie. Il s'agissait surtout d'une émigration intérieure vers les régions septentrionales du pays et principalement vers Tunis. Les archives permettent de remonter les traces de ces migrations jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle. Elles sont signalées chez les Ghomrassen et chez d'autres groupes vers 1901 déjà :

*Rapport de tournée du lieutenant Gombeaud, du bureau de Médenine : [...] A cette époque, les hommes s'en allaient seuls, travailler pendant les mois d'hiver soit à Djerba, soit à Gabes et à El Hamma, où ils trouvaient à s'employer comme travailleurs agricoles. Les familles ne partaient que rarement, sauf en cas de disette, rejoindre le chef de famille. Cet exode saisonnier n'a fait qu'augmenter depuis cette époque, et actuellement, la moitié au moins des Djouama et Djebah passent l'hiver hors de leur pays. Ils ont été imités en cela par les Kérachfa et Ouled Atya de Mehadoua. Les premiers vont travailler à Métameur ou dans la Djeffara voisine de Médenine, tandis que les autres vont dans l'Aradh, vers Mareth et Zarat. Certains Lemalma ont été en 1936, travaillé pendant l'été jusque dans le Nord de la*

*Régence, en particulier à Hammamet et à Medjez-El-Bab. Enfin, les Mékarza viennent travailler l'hiver à Tunis où ils exercent de préférence les professions de portefaix au marché ou dans les gares, de manœuvres dans les garages ou de gargotiers dans la ville arabe, les Zmamra, apparentés à de nombreux Ghomrassen, viennent aider ceux-ci dans le commerce des beignets qu'ils sont à peu près seuls à exercer en Tunisie et même en Algérie [...] (Rapports mensuels des postes de Médenine, Tataouine, Zarzis, Matmata, 1895-1900).*

Des indications précises sur ce phénomène sont apportées par le capitaine Maquart en 1937 :

*[...] Cette étude ne serait pas complète si nous ne signalions pas, en terminant, une tendance nouvelle et qui s'accroît un peu plus d'année en année sur la montagne. Il s'agit de l'émigration temporaire ou saisonnière des hommes seuls ou des familles dans certaines régions de la régence [...] (Maquart, 1937).*

La période coloniale est marquée par l'intensification des départs de Jraba (Djerbiens) vers l'Algérie, en particulier vers les villes et les villages de l'Est algérien où des générations djerbiennes se sont relayées dans la gestion de petits commerces d'épicerie. Ils furent suivis plus tard par les hommes de Ghomrassen qui ont, à leur tour, dominé le commerce de la fabrication et de la vente des beignets et de la pâtisserie au miel de sucre.

Tunis a été depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle la capitale de l'immigration des groupes du Sud. Le dépouillement des résultats du Recensement général de la population et de l'habitat (INS, 1966) montre bien le poids des populations du Sud dans l'immigration à Tunis.

**Tableau 1 : Répartition proportionnelle des immigrants dans la population tunisoise entre 1966 et 1975**

Régions d'origine	Années	
	1966	1975
Nord-Est	18,3	18,8
Haut-Tell	35,2	40,8
Sahel	18,9	17,0
Centre	8,7	8,4
Sud	18,9	15,0
dont régions de Médenine et Tataouine	9,7	5,5

Source : INS, Tunis

La contribution des émigrés du Sud tunisien dans l'immigration à Tunis était de 19% en 1966, le gouvernorat de Médenine en fournissait la moitié (9,7%). A cette date, le déficit de ce gouvernorat (qui couvrait à

l'époque les gouvernorats actuels de Médenine et de Tataouine) s'élevait à 25 315 migrants.

Les départs s'étaient largement tassés durant la deuxième moitié des années 60 en raison du *rush* des départs en France en particulier.

Dix ans plus tard (1975), la contribution des populations de tout le Sud à l'immigration à Tunis avait légèrement reculé (15%), alors que celle du gouvernorat de Médenine n'était plus que la moitié (5,5) de ce qu'elle était dix ans plus tôt.

**Tableau 2 : Evolution des soldes migratoires internes dans le Sud-Est**

	1966	1975	1984	1994	2004
<b>Gabès *</b>	- 15 896	- 800	200	- 2 200	- 2 126
<b>Médenine **</b>	- 25 315	2 600	1 500	2 800	2 696
<b>Tataouine</b>	0	0	- 100	- 1 071	- 2 455
<b>Sud Est</b>	- 41 211	1 800	1 600	- 1 000	- 1 885

Source : INS, Tunis

\* Le gouvernorat de Gabès couvrait jusqu'en 1981 les deux gouvernorats actuels de Gabès et de Kébili

\*\* Le gouvernorat de Médenine couvrait jusqu'en 1981 les gouvernorats actuels de Médenine et de Tataouine.

En effet, l'attraction de Tunis s'était beaucoup atténuée durant les décennies suivantes ce qui avait permis de stabiliser, voire de diminuer, les départs. Les effets cumulés et de plus en plus substantiels de l'industrialisation (pôle chimique de Gabès et unités industrielles à Médenine), du tourisme (pôle touristique de Djerba-Zarzis), de la décentralisation et de la déconcentration des services publics (administration, santé, éducation...) et, enfin, des transferts des revenus de l'émigration à l'étranger, ont renforcé l'attractivité de la région et ont permis de renverser les flux et d'atténuer les départs.

## 2.2. Le Jbel et la Jeffara sont toujours une terre de départs massifs

Après une décennie d'excédent migratoire pour Gabès (1975-1984) puis pour Tataouine (1984-1994), l'essoufflement des dynamiques sectorielles et territoriales des années 70 et 80 a replongé les deux gouvernorats dans une situation de déficit migratoire qui n'a cessé, depuis, de se creuser, surtout à Tataouine.

### 2.2.1. Le creusement des soldes migratoires

Encore au début de ce millénaire, (INS, 2004) la région a vu partir 73 746 personnes contre 61 578 arrivées, soit un déficit migratoire global (interne et externe) de 12 168 personnes des deux sexes en cinq ans (1999-2004). La région demeure donc répulsive malgré les changements sociétaux et les dynamiques spatiales qui la traversent depuis des décennies.

Le tableau est toutefois plus nuancé si l'on sépare la migration interne de la migration externe, et si l'on isole les femmes des hommes.

En effet, si le Sud-Est est déficitaire dans ses échanges migratoires avec les autres régions de la Tunisie (-2 126 migrants), l'ampleur de ce déficit est encore plus profonde dans ses échanges avec l'étranger (-10 042), ce qui représente cinq fois le déficit du solde migratoire interne, et 4/5 du déficit migratoire total. Par conséquent, l'ampleur du déficit migratoire global de la région est due en premier lieu à l'émigration à l'étranger.

**Tableau 3 : Le solde migratoire total du Sud-Est**

	Hommes	Femmes	Les 2 sexes
Migration interne	- 1 082	- 1 044	- 2 126
Migration externe	- 9 896	- 203	- 10 042
Total migrations	- 10 978	- 1 247	- 12 168

Source : INS, 2004

L'implication des deux sexes dans les mouvements migratoires est inégale en fonction de la nature et de la destination de ces flux. Si la participation des femmes à la migration interne est numériquement proche de celle des hommes (32 257 arrivées et 33 339 départs du côté des hommes, contre 27 253 arrivées et 28 297 départs du côté des femmes), elle est minime dans la migration à l'étranger (1 163 retours et 11 059 départs du côté des hommes, contre 905 retours et 1 108 départs du côté des femmes). La migration à l'étranger, du moins selon les résultats du recensement, reste par conséquent une « affaire » d'hommes, malgré l'accroissement de la part de la migration familiale dans le mouvement<sup>2</sup>.

A l'intérieur de la région, chacune des zones principales, délimitées ici en fonction de la division administrative (en gouvernorats), a son propre profil migratoire interne et externe.

### 2.2.2. La migration interne : des déficits relativement modérés

**Tableau 4 : Soldes internes selon le sexe et les gouvernorats**

Soldes de la migration interne			
Gouvernorats	Hommes	Femmes	Les 2 sexes
Tataouine	- 1 494	- 961	- 2 455
Medenine	2 131	565	2 696
Gabès	- 1 719	- 648	- 2 367
Sud-Est	- 1 082	- 1 044	- 2 126

Source : INS, 2004

2. L'on peut se poser la question du degré de fiabilité de ces résultats du recensement de 2004 dans la mesure où les statistiques du bureau de Tunis de l'ANAEM, l'Agence Nationale (française) pour l'Accueil des Etrangers et pour les Migrations, font état de milliers de femmes (conjointes et filles de migrants résidents en France) qui ont quitté la région et ont rejoint leurs maris ou leurs pères en France.



### 2.2.3. La migration à l'étranger : une véritable hémorragie

Toutes les zones de la région sont déficitaires, voire gravement déficitaires.

Si Médenine est excédentaire sur le plan de la migration interne, son déficit dans la migration à l'étranger (- 5 357) est le double de celui des villes de Tataouine et de Gabès réunies et représente la moitié du déficit migratoire externe de l'ensemble de la région. Les effectifs qui ont quitté les gouvernorats de Gabès et de Tataouine réunis (5 639 émigrés) sont inférieurs à ceux de Médenine (6 471 émigrés).

Comme il a été relevé plus haut dans ce texte, la contribution des femmes dans ces mouvements à l'étranger demeure marginale (cf. note 2).

**Tableau 5 : Soldes migratoires externes selon le sexe et les gouvernorats**

Soldes de la migration externe			
Gouvernorats	Hommes	Femmes	Les 2 sexes
Tataouine	- 961	- 89	- 2 392
Medenine	- 5 288	- 69	- 5 357
Gabès	- 2 243	- 50	- 2 293
Sud-Est	- 8 492	- 208	- 10 042

Source : INS, 2004

Premier foyer migratoire à l'étranger depuis des décennies, la zone de Médenine-Djerba-Zarzis reste toujours en tête dans les flux de départs : 5 568 personnes (9/10 sont des hommes) étaient déclarés partis à l'étranger en cinq ans (1999-2004), ce qui représente 86% de l'ensemble des départs à l'étranger. La zone (délégation) de Zarzis, à elle seule, a contribué pour la moitié des départs du gouvernorat, et a enregistré le plus lourd déficit de toute la région (- 2 749 migrants), soit, aussi, la moitié du déficit de son gouvernorat.

C'est un changement majeur dans la configuration et l'orientation des flux migratoires enregistrés dans la région depuis plusieurs décennies. Nous pouvons même dire que la région a repris le modèle migratoire des années 60 et 70 quand la Tunisie enregistrait des flux de départs massifs vers la France en particulier.

### 2.3. Des dynamiques migratoires différenciées

Malgré son importance à l'échelle nationale, le pôle industriel (et surtout chimique) de Gabès n'a pas permis à ce gouvernorat d'exercer l'attractivité qu'il aurait dû avoir grâce à cet appareil industriel. Excepté l'éphémère excédent migratoire enregistré en 1984, ce gouvernorat est resté déficitaire depuis 40 ans au moins. Même sa part majoritaire dans l'industrie régionale (57% des entreprises et 62,3% des emplois, en 2004) ne lui permet pas d'exercer une attraction décisive sur les autres zones de la région. Seule une

partie de la métropole régionale, chef-lieu de gouvernorat, tire son épingle du jeu : la délégation de Gabès Sud a enregistré l'excédent migratoire interne le plus élevé de toutes les délégations du Sud-Est (+ 4 027 migrants).

Si le gouvernorat de Médenine fixe le tiers de l'emploi industriel régional, la part du gouvernorat de Tataouine ne dépasse pas 7,7%. La seule branche où ce gouvernorat se distingue légèrement est celle des matériaux de construction (20,4% des emplois de cette branche). C'est ce qui explique, parmi d'autres facteurs, le creusement continu du déficit migratoire interne et externe de cette zone.

La région de Médenine est, dans tout le Sud tunisien, celle qui a su garder un excédent migratoire renforcé et continu depuis au moins trois décennies. Trois facteurs décisifs expliquent l'attractivité toujours renouvelée de ce gouvernorat :

- La dynamique et le renforcement du pôle touristique de Djerba-Zarzis. En effet, ce pôle fixait 152 unités hôtelières et 49 662 lits, soit respectivement 19% et 22% de l'infrastructure nationale. La région Djerba-Zarzis a occupé en 2004 la première place dans le pays en matière de taux d'occupation, avec 56,4%, contre 55,6% pour Yasmine Hammamet et 55% pour la région Sousse-Kairouan.
- La dynamique de l'économie transfrontalière depuis l'ouverture des frontières entre la Tunisie et la Libye en 1987 (Boubakri, 2006, et article Boubakri et M'Barek dans cet ouvrage).
- Les effets des transferts migratoires, Médenine, Djerba et Zarzis étant les plus grands foyers de départ migratoires à l'étranger.
- Et la dynamique de certaines branches d'activités génératrices de revenus et d'emplois (fonction et services publics, commerce et services divers, agriculture irriguée, élevage, bâtiment...).

#### 2.4. La carte des soldes migratoires à l'échelle locale

Une lecture fine de ces échanges migratoires à des niveaux géographiques inférieurs (ici, la délégation) permet d'identifier des situations et des « comportements » très différents et parfois contradictoires selon les délégations (Cartes 1 et 2).

Seules 5 délégations sur 26 ont un excédent migratoire global, grâce justement à leur excédent interne : Gabès Sud, Midoun, Houmt Souk, Bir Lahmar et Matmata Jdida.

Zarzis est dans une situation paradoxale : si elle réalise un excédent interne de 910 migrants, grâce notamment aux dynamiques engendrées par ses activités touristiques et aux retombées des transferts des migrants sur l'économie locale, elle enregistre en même temps le plus lourd déficit externe de la région (- 2 876 migrants : 3 085 départs contre 209 arrivées), une véritable hémorragie. C'est ce qui explique aussi le lourd déficit global enregistré par Zarzis, malgré son excédent interne.

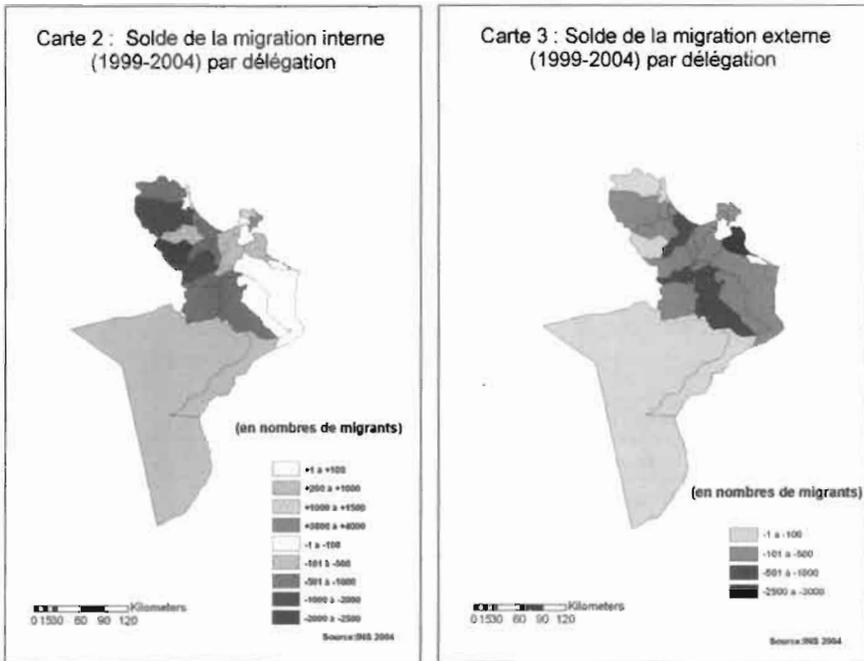
L'ensemble du Sud-Est, comme toutes ses délégations, est déficitaire avec l'étranger.

Les délégations qui accusent le plus lourd déficit interne (Matmata, Béni Khédache, El Hamma, Gabès Médina, Tataouine, Médenine, Ghomrassen) sont celles qui enregistrent les plus lourds déficits globaux. Comme pour Zarzis, mais plus légèrement, les départs à l'étranger ont aggravé les déficits. Il s'agit donc bien de foyers traditionnels d'émigration tant interne qu'externe qui renouvellent leurs traditions migratoires et les prolongent.

Les délégations qui enregistrent les plus lourds déficits externes sont, dans leur grande majorité des foyers traditionnels de départ à l'étranger. Il s'agit aussi dans ce cas du prolongement des traditions migratoires collectives entretenues par les réseaux et les chaînes migratoires organisés par les familles, les groupes et les communautés dans ces foyers.

Les chapitres suivants sont consacrés à une lecture comparative des pratiques de trois groupes très localisés dans l'espace et très impliqués dans la migration et la mobilité, et du fonctionnement des réseaux qu'ils contrôlent ou qu'ils animent, ce qui permet de comprendre les logiques et l'ampleur de ces formes de mobilité.

**Cartes 2 et 3 : Soldes des migration internes et externes**



### 3. Traditions et systèmes migratoires à Béni Khédache et à Bir Lahmar : une lecture comparative

L'enquête conduite auprès de trois générations de migrants à Béni Khédache et à Bir Lahmar<sup>3</sup> a permis de mettre l'accent sur les changements, d'une génération à l'autre, dans les destinations, dans les trajectoires migratoires et dans les profils socioprofessionnels des migrants.

#### 3.1. Ancienneté et permanence de l'émigration du Sud

L'enquête auprès des chefs de ménages interrogés à Béni Khédache (Nouri, 2004) révèle que 66% de leurs parents étaient impliqués au début dans la *htaya*. Plus tard, les destinations ont évolué comme ont évolué les activités exercées dans l'immigration.

Tableau 6 : La migration de la première génération (parents des chefs de ménages)

Destinations	Migrants (en %) de	
	Béni Khédache	Bir Lahmar
Algérie	16,6	33,33
France	16,6	25
Tunis+autres	66,6	41,67
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : notre enquête

Tableau 7 : Secteurs d'activités des migrants

Activité exercée	Migrants (en %) de	
	Béni Khédache	Bir Lahmar
Commerce	33,3	0
Agriculture	50,0	0
Enseignement	16,6	0
Usine	0	16,6
Restauration	0	83,3
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : notre enquête

Si les deux tiers des migrants de Béni Khédache partent vers Tunis en particulier, plus de la moitié (58%) des migrants de Bir Lahmar partent à

3. 56 migrants ont fait l'objet de cette enquête réalisée entre 2004 et 2006 dans deux secteurs qui présentent des destinations migratoires variées, en s'appuyant sur un tissu d'alliance et de relations tribales. Cette enquête avait comme objectif de déterminer les caractéristiques démographiques, économiques et agricoles des migrants. Une attention particulière a été portée sur l'histoire migratoire du chef de ménage ainsi que de ses frères, ses sœurs et ses enfants.

l'étranger (France et Algérie). Les premiers sont surtout employés dans le commerce et l'agriculture des régions de destination en Tunisie (83%), alors que chez les seconds, la catégorie des commerçants domine les activités (83,3%), et les 16,6% restants sont ouvriers d'usine.

La deuxième génération (les chefs de ménage) de la zone de Béni Khédache ont étendu la portée de leur migration. Une partie a choisi la Libye comme destination privilégiée dès le milieu des années 70, alors que le reste a rejoint les Ghoumrassen et les originaires de Bir Lahmar dans leur migration vers l'Algérie ou vers la France. Dans ce cas, les relations de clientélisme et la logique des chaînes migratoires ont pleinement joué. Souvent employés dans l'entretien des exploitations des Ghoumrassen émigrés en France, beaucoup de Houaya ont rejoint leurs anciens employeurs émigrés en France ou en Algérie.

Il s'agit d'une migration déjà ancienne. Pratiquement 9 migrants sur 10 des deux groupes étaient partis avant les années 80.

**Tableau 8 : Destination de la migration des chefs de ménage**

Destination	Migrants (en %) originaires de	
	Béni Khédache	Bir Lahmar
Paris	25,0	34,48
Lyon	00	48,28
<b>Sous total France</b>	<b>25,0</b>	<b>82,76</b>
Tunis	12,5	3,45
Autres régions de Tunisie	18,7	00
<b>Sous total Tunisie</b>	<b>31,2</b>	<b>3,45</b>
Algérie	6,2	10,34
Hollande	0	3,45
Libye	37,5	0
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : notre enquête

### 3.2. La migration dans la fratrie

Le taux de migration des frères et des sœurs des chefs de ménage est très élevé : plus d'un chef de ménage sur deux a au moins une sœur ou un frère émigré.

Les destinations migratoires de cette génération de Béni Khédache se diversifient partiellement. Si Tunis perd de son importance (7,1% des migrants), et si Gabès arrive à en capter 10,7%, c'est la France (21,4%) et surtout Médenine qui sont devenues les destinations principales. Plus de la moitié des migrants (54%) s'installèrent dans la grande ville la plus proche, Médenine, siège du gouvernement, carrefour routier et centre administratif et tertiaire de dimension régionale.

En réalité, Médenine a été la destination principale des Houaya depuis le milieu des années 70, quand les flux migratoires à partir du Sud-Est vers Tunis se sont atténués pour « revenir » dans la région.

Chez la même génération de Bir Lahmar, la France demeure la destination dominante (80%) de la fratrie des chefs de ménage, à l'image des générations précédentes.

**Tableau 9 : Destination de la migration dans la fratrie des chefs de ménages**

Destination	Migrants (en %) originaires de	
	Béni Khédache	Bir Lahmar
France	21,4	80,0
Bizerte	3,6	0
Gabès	10,7	0
Ghoumrassen	3,6	0
Médenine	54,0	0
Tunis	7,1	20,0
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : notre enquête

### 3.3. La migration dans la troisième génération

Les tensions dans les relations tuniso-libyennes durant la première moitié des années 80, conjuguées au durcissement des conditions d'entrée et de séjour dans les pays européens d'immigration (comme la France) ont eu pour effet la réduction des départs à l'étranger au sein de cette génération des Houaya, voire la disparition de la France et de l'Europe comme destinations migratoires ; une évolution compensée par l'importance croissante de la migration interne.

**Tableau 10 : Destination des enfants des chefs de ménage (en %)**

Destination	Béni Khédache	Bir Lahmar
Médenine	43,7	0
Tunis	28,1	12,2
Etranger (France)	0	82,9
Etranger (Europe)	0	4,9
Libye	9,3	0
Monastir	6,2	0
Sfax	6,2	0
Bir Lahmar	3,1	0
Tozeur	3,1	0
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : notre enquête

Chez les groupes de Bir Lahmar, le tableau est plus stable, voire immobile. Les enfants, comme avant eux, les parents et les grands-parents, continuent à migrer en France dans plus de 80% des cas.

La plupart des migrants de Béni Khédache s'installent, avec leurs familles, dans les lieux d'immigration, sauf ceux qui travaillent à Tunis. Médenine est depuis les années 60 un lieu de migration familiale définitive des Houaya.

C'est un bon exemple des mouvements de descente vers la plaine des populations montagneuses et du piedmont qu'ont connus les zones de Médenine et de Tataouine depuis le début, et surtout le milieu du XX<sup>e</sup> siècle. Ces migrations se sont soldées par un basculement du centre de gravité du peuplement de la région du Jbel vers la Jeffara.

L'importance croissante prise par la migration des Houaya vers Médenine avait fini par donner naissance à un grand quartier du même nom de ce groupe, situé à la périphérie ouest de Médenine, sur la route de Béni Khédache. L'extension continue de ce quartier vers l'ouest, et le renforcement et la multiplication de ses fonctions en ont fait, petit à petit, une ville dans la ville, qui bat au rythme de la vie et des activités des groupes sociaux originaires de Béni Khédache.

Une autre partie des migrants de Béni Khédache, surtout ceux qui migrent à Gabès et à Djerba, comme à Tunis, pratiquent une migration temporaire ponctuée de retours, en été ou durant les grandes fêtes religieuses, dans les familles restées dans les villages ou au Jbel.

### 3.4. Les trajectoires migratoires ont beaucoup évolué

Quand Tunis était la « capitale » de la migration interne des populations du Sud, elle jouait en même temps le rôle de « relais migratoire » vers l'étranger, en particulier vers la France (Simon, 1979 ; Boubakri, 1985). 50% des migrants de Bir Lahmar comme de Béni Khédache travaillaient d'abord à Tunis avant de partir à l'étranger.

Le tableau a beaucoup changé depuis. La grande majorité des migrants de la troisième génération de Bir Lahmar en particulier, ne passe plus par Tunis pour partir à l'étranger. Tunis, ne représente plus qu'une destination secondaire pour les migrants de Béni Khédache.

### 3.5. La tertiarisation des activités des migrants

Les migrants de Bir Lahmar sur lesquels avait porté l'enquête sont une branche (ou fraction) des Ghoumrassen, un groupe originaire de la ville de Ghoumrassen et de ses environs. La tradition migratoire des Ghoumrassen est doublée d'une tradition commerçante vieille d'au moins un siècle. Les premiers *stayria* (fabricants-marchands de beignets) originaires de Ghoumrassen sont signalés à Tunis dès la fin de la première guerre mondiale dans les rapports de l'administration beylicale portant sur les corporations professionnelles de la capitale. La liste des membres de la

corporation des *ftayria* était dressée au même titre que celle des bijoutiers, ou des *chaouchine* (fabricants de chéchias)...

Comme les Djerbiens, les Ghomrassen exploitaient un réseau de *houanet* (pluriel de *hanout* : petit local de commerce) dans pratiquement toutes les villes et tous les villages du Nord et du Centre de la Tunisie. Comme les Djerbiens, ou en les suivant peut-être, les Ghomrassen ont étendu, dans les années de l'entre-deux guerres, leurs réseaux de *houanet* vers l'Algérie et en particulier dans les grandes villes de l'Est et de l'Algérois. Dès les années 70, et encore plus durant les années 80, les grandes villes françaises sont devenues les lieux d'implantation de dizaines d'anciens *ftayria* de Tunisie et d'Algérie ou de leurs descendants, reconvertis en pâtisseries-restaurateurs pour répondre aux besoins des communautés maghrébines en produits et en alimentation ethniques, ainsi qu'aux besoins d'une clientèle française à la recherche de l'exotisme (Simon, 1979, Boubakri, 1985).

Au milieu des années 90 déjà, les Ghomrassen étaient à la tête d'un vaste réseau d'établissements commerciaux de toutes tailles (gros, demi-gros et détail) et dans beaucoup de spécialités (restauration, pâtisserie, boulangerie, produits orientaux, confection usagée -ou fripe-, bazars...), éparpillés dans un grand nombre des grandes villes françaises, et exploités par des associations souvent claniques (fratries, alliances matrimoniales...). Les bénéfiques et les revenus tirés de l'activité commerçante étaient réinvestis, soit en France pour le renforcement des patrimoines familiaux ou communautaires, soit en Tunisie dans la création d'activités ou d'entreprises (parfois de grande taille, avec une importante dimension régionale) (Boubakri, 1999, 2002).

Les deux groupes analysés ici s'insèrent dans ce modèle migratoire collectif. 46% des migrants de Bir Lahmar en France sont commerçants restaurateurs. Les migrants de la zone de Béni Khédache ont moins développé, dans le passé, des traditions commerçantes dans la migration : 50% des chefs de ménage étaient des ouvriers, alors que le quart (25%) parmi eux exerçaient dans le commerce et la restauration, plutôt comme ouvriers ou employés. Toutefois, la troisième génération est en train de suivre les Ghomrassen dans l'exercice des activités commerçantes dans l'émigration. Contrairement à leurs aînés, 70% des enfants des chefs de ménage interrogés à Béni Khédache exercent dans le commerce et la restauration, mais comme salariés pour la majorité d'entre eux. Ils ont entièrement déserté les métiers liés au bâtiment, contrairement à ceux de Bir Lahmar où cette branche occupe encore 22% des enfants de migrants. Si les transports et l'agriculture emploient 30% des migrants de la troisième génération de Béni Khédache, le quart de la même génération à Bir Lahmar est encore en formation (élèves ou étudiants) ou exerce dans les professions libérales.

Tableau 11 : Répartition des migrants par branche d'activité

Branches d'activités	Migrants de Béni Khédache (en %)		Migrants de Bir Lahmar (en %)	
	Chefs de ménage	Enfants	Chefs de ménage	Enfants
Bâtiment	56,2	0,0	34,5	22,0
Restauration	6,2	26,7	24,1	46,3
Commerce	18,7	43,3	3,5	4,9
Agriculture	12,5	10,0	0,0	0,0
Transport	6,2	20,0	0,0	0,0
Elèves ou étudiants	0,0	0,0	27,6	19,5
Femme au foyer	0,0	0,0	6,9	2,4
Professions libérales	0,0	0,0	3,4	4,9
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : enquête de terrain

### 3.6. Solidarité collective et mobilisation migratoire

L'organisation sociale des populations du Sud en tribus ou *arch* (fractions de tribu ou clan) d'un côté, et l'ancienneté de la tradition et des pratiques migratoires de l'autre, facilitent l'organisation des départs des membres des groupes et leur insertion dans les milieux migratoires de l'extérieur (à l'intérieur de la Tunisie ou à l'étranger) ; 9 migrants sur 10 partent dans ce cadre.

Les réseaux migratoires, souvent communautaires et familiaux, sont une « institution » sociale dont le rôle est d'organiser et de favoriser les flux d'émigration sur la base de normes et de valeurs partagées par les membres du groupe.

Tableau 12 : Cadre des départs de la fratrie des chefs de ménage interrogés

Réseau de solidarité	Béni Khédache	Bir Lahmar
Familles proches	31,2	83,3
Relations dans la région	56,2	16,7
Contrat (coopération)	12,5	0,0
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>Connaissances sur le lieu d'arrivée</b>		
Regroupement familial		65,8
Parents proches		21,9
Seul		12,2
<b>Total</b>		<b>100,0</b>

Source : notre enquête

Les informations orientant les choix des destinations proviennent pour la plupart de la famille, du village, ou de la région. Dans le cas de la migration des frères des chefs de ménage, le départ est justifié par la présence d'un membre proche de la famille à l'étranger (frères ou oncles dans 83% des cas à Béni Khédache). A Bir Lahmar, 88% des nouveaux migrants partent dans le cadre du regroupement familial ou de la parenté. Rares en effet, sont ceux qui prennent le risque d'ouvrir une nouvelle voie.

Nous avons largement analysé dans un article précédent (Boubakri, 2006) l'organisation sociale et familiale qui se développe autour du regroupement familial comme dispositif permettant la mobilisation des stratégies migratoires des familles et des différentes générations (grands-parents, conjoints émigrés en France, belles-mères, jeunes épouses, enfants...). Par ailleurs, le regroupement familial déclenche, aussi bien dans le lieu d'origine que dans le lieu d'immigration, des changements profonds dans les relations intergénérationnelles, entre les sexes et, surtout, dans le statut et les rôles des femmes.

L'organisation et le soutien communautaires permettent d'atténuer les coûts de la migration, de faciliter l'insertion professionnelle et d'assurer une forme de sécurité individuelle aux migrants. Les migrants ne rompent les liens ni avec la communauté, ni avec la famille ni avec le lieu d'origine, même quand ils prolongent leur séjour à l'étranger. Un contrat moral non dit, mais largement admis et intégré par tous les acteurs, lie en effet le migrant à sa communauté d'origine et lui permet de continuer, même à distance, à participer à la vie de la famille et de la communauté.

A la différence des Houaya de Béni Khédache et des Ghoumrassen de Bir Lahmar, le rayon de mobilité des Maztoura, le troisième groupe que nous analysons dans le chapitre suivant, est plus circonscrit dans l'espace tout en couvrant une multitude de lieux et de territoires dispersés dans la région.

#### **4. La mobilité et la dispersion comme ressources collectives : le cas de Maztoura**

Les Maztoura sont un bon exemple des transformations socioéconomiques et des changements intervenus dans les pratiques territoriales développées par les groupes des pasteurs et des semi-nomades de la Jeffara. Si, au départ, les parents et les grands-parents étaient souvent peu instruits ou analphabètes, les jeunes générations ont pu bénéficier, grâce à la généralisation de la scolarisation conduite par les pouvoirs publics dès les années 60, d'une promotion sociale indiscutable qui se traduit par l'insertion dans les activités modernes, et d'une évolution des statuts et des rôles au sein des familles comme plus largement au sein des groupes.

##### **4.1. A l'origine de Maztoura**

Les mythes fondateurs du groupe rattachent les Maztoura à la grande tribu des Touazine, dont le terroir s'étendait du piémont du Jbel Demmer

à l'ouest jusqu'à la région de Ben Gardane à l'est. Les Maztoura sont cependant considérés comme un groupe marginal des Touazine.

Les Touazine étaient une puissante tribu guerrière, souvent en conflit avec les Nouayel, une autre tribu guerrière libyenne fixée de l'autre côté de la frontière. Les cavaliers Touazine ont su dominer et mettre la Jeffara sous leur contrôle, et même chasser d'autres groupes, comme les Khzour, vers les marges de la plaine.

Les Maztoura étaient réputés pour être dans le passé, mais ils le sont encore de nos jours, un groupe de pasteurs transhumants dans la Jeffara, se déplaçant au gré des parcours saisonniers et de la disponibilité des ressources en eau (puits, citernes...) entre El Itha<sup>4</sup>, le Dahar (revers occidental du Jbel Demmer) et le Sned (piémont), situé sur le flanc oriental de la chaîne de Jbel Demmer, à l'est de Ghoumrassen.

Le fief de Maztoura se situait sur le flanc du Jbel, appelé aujourd'hui encore Sned Maztoura, ou El Argoub (le flanc), chef-lieu actuel du secteur (unité administrative de base) du même nom.

Une bonne partie des terres de parcours situés entre Sned Maztoura et la petite ville actuelle de Bir Lahmar était sous le contrôle de quelques clans des Touazine, dont les Kbayria. Ces derniers étaient donc les voisins de l'autre clan Touazine, les Maztoura, mais aussi de deux autres groupes *jbalia*, les Ababsa et les Hadadda, une fraction de la grande tribu des Ghoumrassen, qui habitaient le Jbel, autour du village actuel de Ksar Hadadda (au nord de Ghoumrassen).

La croissance démographique des Kbayria et des Maztoura a engendré une pression sur les ressources (eau, parcours), déjà limitées au départ, et sur les terres.

Dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les Kbayria étaient partis se regrouper sur des terres de parcours collectifs autour de Ben Gardane, que les autorités coloniales avaient érigé, au début du XX<sup>e</sup> siècle, au rang de marché hebdomadaire et de centre local de services doté d'une école, d'un bureau de poste, d'un poste de gendarmerie, etc.

Pour mieux les contrôler, les autorités coloniales avaient encouragé les pasteurs et les nomades des groupes tribaux Touazine à se fixer à Ben Gardane et à creuser des forages et des puits pour irriguer les *souani* (vergers) des alentours.

La première moitié du XX<sup>e</sup> siècle est marquée par la descente des *jbalia* (habitants du Jbel) vers la plaine. Ce mouvement s'est accéléré au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, par le dépeuplement des vallées et des villages de montagne et l'exode vers les villes et les centres de la Jeffara (Tataouine, Bir Lahmar, Médenine, Ben Gardane, Zarzis, Djerba, Mareth, Matmata Jdida (nouvelle), etc.). Les chefs-lieux des gouvernorats de la plaine, mais aussi les chefs-lieux de délégations, et parfois même les chefs-lieux des secteurs

4. Communément appelée « steppe », il s'agit des terres ensablées qui servaient, et servent toujours en partie, de parcours sur la vaste zone pré désertique et désertique qui s'étend de l'arrière pays du littoral (de Ben Gardane jusqu'à Djerba) au nord jusqu'à la zone de Tataouine au sud.

ruraux, sont devenus les centres de regroupement et de fixation des populations nomades de la plaine et des populations sédentaires du Jbel.

La diffusion des équipements et des services publics de base (l'école, le lycée, le dispensaire, l'hôpital, la poste, la route, l'administration publique), mais aussi l'épicerie... sont autant de raisons qui ont amené les populations à se sédentariser et à se regrouper.

#### 4.2. Dispersion et emprise sur l'espace

Les raisons (croissance démographique et faiblesse des ressources) qui avaient amené les Kbayria à migrer à Ben Gardane, ont aussi amené, plus tard, les sous-clans des Maztoura à chercher plus loin les parcours, l'eau et les terres, et à se disperser sur plusieurs sites répartis sur un vaste territoire en forme de triangle, entre Sned Maztoura à l'ouest, Djerba au nord et Ben Gardane à l'est.

En effet, l'un des traits fondamentaux de ce groupe tribal est sa division en plusieurs sous-groupes ou clans familiaux dispersés sur plusieurs sites ou terroirs. Nous pouvons ainsi distinguer (carte 3) :

1. Les Dhahça : zone de Bir Lahmar et zone de Amra (Délégation de Boughrara, Gouvernorat de Medenine).
2. Les Mrazga : zone de Saadane (Délégation de Boughrara).
3. Les Ouled Sidi Hcenn : zone de Jlel (Délégation de Ben Gardane).
4. Les Khchaira : Henchir El Haouachi (Nord-Est de Tataouine).
5. Les Ouled Frej : Essnam (Sud-Ouest de Médenine).
6. Les Skarfa : ce clan est à son tour subdivisé en plusieurs sous-clans, répartis entre plusieurs lieux-dits ou zones : secteurs d'El Argoub (Délégation de Bir Lahmar), de Ettab'i (Secteur d'El Amria, Délégation de Boughrara) ; de Maghraouia (Dahkla de Boughrara). Ils se sont fixés aussi dans l'île de Djerba et dans la ville de Médenine.

Nous retrouvons également les Skarfa sur les zones de parcours à l'est de Tataouine et de Bir Lahmar (zones de El Hmila, El Ati, El Ouelja, El Maazoul...). Certains ménages *sekrafi* (singulier de *skarfa*) se sont même implantés dans la région de Bizerte (Jarzouna et Mateur).

Les Skarfa sont le clan le plus dispersé sur un vaste territoire, le plus important en nombre de ménages et celui qui dispose d'un patrimoine foncier et économique très riche et désormais varié (troupeaux, grands domaines arboricoles acquis après une étape de co-plantation des terres et des parcours situés à l'est de la Route Nationale (RN) 19, jadis sous contrôle des quelques groupes appartenant aux Hadadda et aux Ghoumrassen (autour de Ghoumrassen, de Ksar Hadadda et de Bir Lahmar).

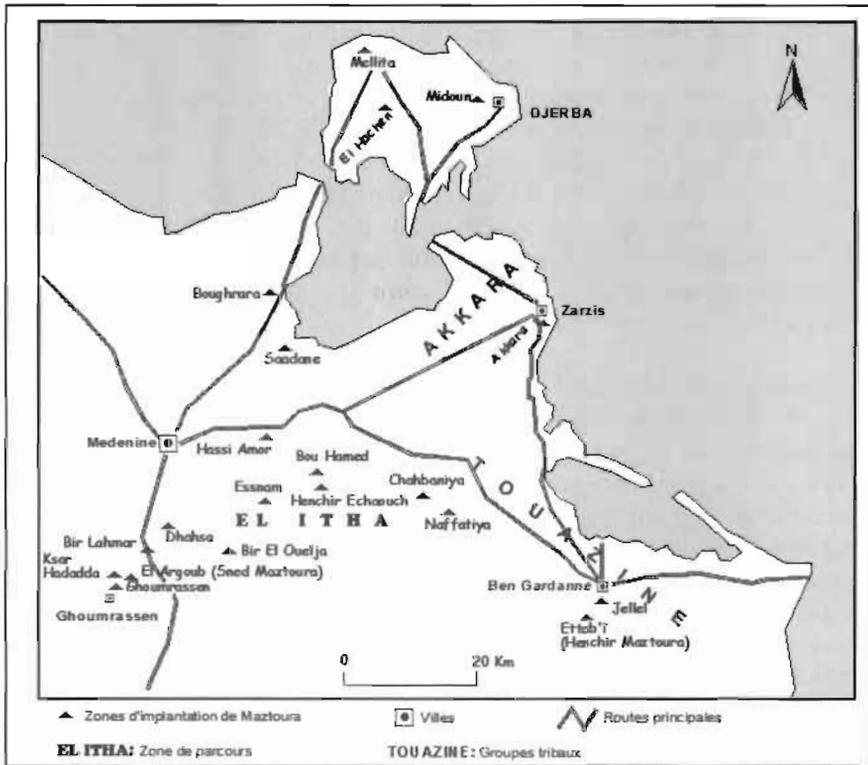
Dans leur évolution, les Maztoura sont passés par trois étapes :

##### *L'étape de la transhumance et du pastoralisme*

Au départ, les Maztoura étaient cantonnés dans leurs vallées du Sned. Petit à petit, ils ont investi les parcours de la plaine : durant l'hiver et le

printemps, ils descendaient avec leurs troupeaux vers les parcours de la plaine, et ils remontaient au début de l'été vers leurs propriétés (*jessour*) dans les vallées du Jbel pour profiter de la récolte des figes, de l'eau des citernes, pour faire paître leurs troupeaux sur le piémont, ou encore pour célébrer les mariages... Ils étaient donc des pasteurs éleveurs et gardiens de troupeaux d'ovins et de dromadaires qui transhumaient entre El Itha à l'est et le Jbel à l'ouest.

Carte 4. Territoires et lieux de la mobilité des Maztoura



*L'étape de l'association et des rapports de clientélisme avec les sédentaires*

La descente vers la plaine, le regroupement des populations et la micro-urbanisation ont amené les groupes des anciens *jbalia* (Ghoumrassen et Ababsa), qui se sont sédentarisés et regroupés autour de Bir Lahmar en particulier, à confier à des membres du groupe Maztoura une partie des travaux agricoles qu'ils assuraient quand ils étaient encore dans le Jbel.

Pasteurs et éleveurs, les Maztoura prenaient ainsi sous leur garde du bétail (dromadaires au début, puis surtout des ovins) appartenant à leurs voisins Ghoumrassen et Ababsa, qui, à leur tour, permettaient aux pasteurs Maztoura d'exploiter les parcours de la plaine sous leur contrôle. A leur retour au Jbel durant l'été, les pasteurs étaient engagés par les *jbalia*,

propriétaires des *jessour* (exploitations des fonds de vallée) pour l'entretien des oliviers, et de la petite hydraulique et des *ketra* (terme local désignant les digues de rétention des eaux de pluies, aussi appelées *tabia* dans d'autres régions de Tunisie). Les membres des familles qui ne suivaient pas les pasteurs dans leur transhumance (personnes âgées, épouses et enfants), restaient à El Argoub (chef-lieu du secteur) et étaient parfois engagés par les Ghoumrassen pour assurer la récolte des olives (contre la moitié du fruit).

Nous retrouvons le même type de rapports à Djerba où un clan Maztoura (les Skarfa) s'est implanté sur plusieurs sites djerbiens (Mellita, Midoun, El Hachen, Bazim) en réponse au départ, aux besoins des autochtones djerbiens (qui avaient émigré à Tunis en particulier) dans les « métiers de la terre » : creusement des citernes, désherbage manuel du chiendent dans les exploitations (appelé *kabour*), construction des *tabia*, etc.

Les mêmes rapports d'association et de clientélisme ont été établis avec des Akkara (tribu fixée dans la *dakhla* de Zarzis) et des Djerbiens (*dakhla* de Boughrara) pour la plantation et l'entretien des oliveraies.

Plus tard, dans les années 80 et 90, de jeunes Maztoura étaient recrutés dans les établissements commerciaux exploités par des Ghoumrassen (fabrication et commerce de beignets, commerce de fruits secs, pâtisseries, restaurants...) en Tunisie et en Algérie.

#### *L'étape de la colonisation de la plaine*

Les relations de clientélisme avec leurs voisins Ghoumrassen et la connaissance qu'ils ont acquise de la plaine, ont amené ces familles Maztoura à investir les parcours collectifs en plantant des parcelles en oliviers et en signant des contrats de complant (*mougharça*) avec les propriétaires Ghoumrassen. Arrivées à maturation et devenues productives, les plantations sont partagées à égalité (avec les terres qui les portent) entre les deux partenaires.

Voyant le résultat, les Ghoumrassen, propriétaires des parcours ont entamé un mouvement massif de plantation des parcelles. Le front arboricole n'a pas cessé depuis d'avancer vers l'est en direction de Neffatia et de Kirchaou.

Petit à petit, ces pasteurs, devenus aussi arboriculteurs, ont commencé à construire de petits noyaux d'habitat sur leurs nouvelles exploitations, à creuser des puits et des citernes et à installer des abreuvoirs et des abris pour les troupeaux, etc. Une sédentarisation timide mais soutenue voyait le jour.

Il faut rappeler que cette dynamique a été accompagnée et facilitée par les actions et les initiatives des pouvoirs publics sur deux registres :

- La privatisation foncière des terres collectives et des parcours, par leur division entre les ayants droits et leur enregistrement à la propriété foncière.
- La mise en place d'un dispositif, géré par les CRDA, de primes, de subventions et de crédits pour les travaux de mise en valeur des terres de parcours et leur plantation.

La récupération de leurs quotes-parts du système de *mougharça* a fait des ex-pasteurs Maztoura des propriétaires terriens et des exploitants agricoles dans la plaine. Ce changement de statut est à l'origine de la naissance de petits centres ruraux dans les zones de sédentarisation et de fixation des nouveaux propriétaires et exploitants agricoles membres des Maztoura. A la périphérie méridionale des *dakbla* de Boughrara et de Zarzis, par exemple, des *dochras* (groupements élémentaires d'habitat) sont nés, tels El Amria (secteur de Saadane près de Ben Gardane), Tab'i, Essanam, Oued Ettaam (zones de Hassi Amor), Neffatia et Chehbaniya (délégation de Ben Gardane).

#### 4.3. Scolarisation et promotion sociale et professionnelle

Mais les Maztoura ne sont pas restés cantonnés dans les parcours, dans les champs et dans le pastoralisme. Les transformations des statuts ne se sont pas limitées à l'accès à la propriété agricole mais ont surtout touché les jeunes générations (plutôt masculines au départ) qui ont bénéficié de la scolarisation généralisée.

Dès les années 60 et 70, de jeunes Maztoura accédaient à l'école primaire, puis au lycée, obtenaient le baccalauréat... alors que leurs parents (souvent analphabètes à l'époque) gardaient les troupeaux à longueur d'année sur les parcours, à des dizaines de kilomètres des centres urbains et des villages de la région où étaient scolarisés leurs enfants.

Les Maztoura comptaient très peu de personnes instruites jusqu'à l'indépendance du pays. Dans les années 60 et 70, les diplômés Maztoura se comptaient encore sur les doigts de la main. Mais dès les années 80, de nouvelles catégories socioprofessionnelles ont émergé au sein de ce groupe (instituteurs, professeurs de lycée, fonctionnaires, infirmiers, médecins, mais aussi des ouvriers, des artisans, etc.), signe d'une ascension sociale et professionnelle incontestable dont ont profité les membres et les jeunes générations nées après l'indépendance.

Le mouvement de scolarisation généralisée des années 60 et 70, et la diffusion de l'école jusqu'aux zones les plus reculées de la région, ont profité non seulement aux enfants des citadins, des villageois et des sédentaires, mais aussi aux enfants des nomades et des pasteurs, malgré l'éloignement, l'enclavement et la précarité des conditions matérielles des populations concernées à l'époque. Ce sont en fait les grands-parents et les autres personnes âgées parentes (oncles, tantes) qui accompagnaient les jeunes élèves dans leur scolarité, en louant des *ghorfas* (pièces uniques sans aucun élément de confort : ni électricité, ni eau, ni sanitaires, ni cuisines) dans les villages et les centres élémentaires où existaient les écoles primaires et les collèges, alors que les pères des élèves, leurs mères et souvent leurs sœurs, transhumaient entre le Jbel et les parcours d'El Itha.

Le volontarisme étatique d'un côté, mais aussi celui des familles concernées de l'autre, ont permis de contourner les contraintes de départ et d'assurer la promotion sociale et professionnelle des jeunes générations, ce qui leur a permis d'échapper au destin des parents.

La seule anomalie dans ce processus de changement social est la faiblesse de la présence, voire parfois l'absence, des filles dans les écoles et les collèges, dans les années 60, 70 et même 80. Elles ont été en réalité sacrifiées : ce sont elles qui suivaient le troupeau en compagnie de leurs parents, alors que les garçons étaient scolarisés. Il a fallu que les premières générations des garçons terminent leurs études, fondent des familles et accèdent à l'emploi dans les services publics ou dans d'autres secteurs d'activités (services, commerce, industrie, bâtiment...), pour qu'ils se décident à s'installer, avec leurs familles, dans la ville ou le village le plus proche, pour garantir la scolarisation de leurs enfants, filles comme garçons.

#### 4.4. Changement des statuts, insertion dans l'économie locale et migration

Progressivement, les transformations survenues au niveau des activités et de l'économie locale et régionale, ainsi que les changements sociaux qui ont touché les populations, ont eu pour effet la diversification et la multiplication des statuts et des catégories socioprofessionnelles au sein des populations locales. Les Maztoura ne sont pas restés à l'écart de ces changements.

En effet, beaucoup d'hommes, et une minorité de femmes, appartenant à ce groupe ont rejoint les groupes voisins (Ghoumrassen, Ababsa...) et sont désormais présents dans les activités salariées et indépendantes (fonction publique, commerce, transport, salariat industriel, émigration interne et extérieure), ce qui a permis de diversifier les activités, de dégager des ressources complémentaires au profit des ménages et d'améliorer les conditions de vie et de confort non seulement des ménages mais surtout des personnes âgées sans ressources, à partir du moment où elles ne pouvaient plus suivre les troupeaux et travailler la terre.

Les retombées de l'implantation à Bir Lahmar, dans les années 80 et 90, de quelques unités industrielles dans la branche des matériaux de construction (trois briqueteries, une usine de carrelage), avec une capacité de quelques centaines d'emplois permanents (Boubakri, 2002), ne se sont pas faites attendre : recrutés dans ces usines, des dizaines de chefs de ménage Maztoura ont, pour se rapprocher de leur nouveau lieu de travail, quitté leurs demeures à El Argoub ou sur les parcours pour s'installer, avec leur familles, à Bir Lahmar ou dans les villages proches de la route principale qui longe les usines.

Les jeunes épouses et les jeunes filles cherchent de plus en plus à se fixer en milieu urbain ou villageois, pour échapper au rythme et au mode de la vie rurale dans El Itha ou dans la montagne, où les services et les équipements collectifs sont rares ou inexistants. C'est en même temps une occasion d'élargir leur espace d'autonomie et de conforter leur émancipation vis-à-vis de la famille élargie, de la belle famille et vis-à-vis des personnes âgées qui préfèrent garder leur logement à El Argoub ou sur les parcours.

## Conclusion

Les regards croisés que nous avons portés dans cette contribution sur des groupes et des espaces locaux bien déterminés dans la Jeffara ont permis de mesurer et d'identifier quelques facettes des mutations qui sont à l'œuvre dans la région et qui touchent aussi bien l'économie, les sociétés que les espaces.

Nous sommes toutefois loin de couvrir d'autres aspects déterminants de ces changements qui devraient faire l'objet des chantiers futurs de la recherche, tels que l'impact du tourisme sur les identités sociales et sur les espaces, ou encore la profondeur et les manifestations du changement social dans les villes comme dans le monde rural, sans oublier les effets de la globalisation rampante sur les rapports sociaux et sur les rapports entre l'État et ses sujets dans la région.

## Références bibliographiques

Boubakri H., 2006. « L'autre face de la Jeffara (Sud-Est tunisien) : mobilité transfrontalière, migration internationale et dynamiques territoriales », in Genin D. et al. (éd.), *Entre désertification et développement. La Jeffara tunisienne*, Tunis, Cérès éditions, IRD, IRA, pp. 197-213.

Boubakri H., 2002. « Les effets des réseaux transnationaux sur l'économie locale et régionale à Tataouine (Sud-Est tunisien) », in Césari J. (dir.), *La Méditerranée des réseaux : marchands, entrepreneurs et migrants entre l'Europe et le Maghreb*, Paris/Aix-en-Provence, Maisonneuve et Larose/Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme, pp. 181-202.

Boubakri H., 1999. « Les entrepreneurs migrants d'Europe : dispositifs communautaires et économie ethnique. Le cas des entrepreneurs tunisiens de France », in *Cultures et Conflits* (Les anonymes de la mondialisation), n°33-34, pp. 69-88.

Boubakri H., 1985. « Modes de gestion et réinvestissements chez les commerçants tunisiens à Paris », in *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Septembre 1985, vol.1, n°1, pp. 49-66.

Boubakri H., 1985. *Le petit commerce immigré du Sud tunisien à Paris : espace, fonctionnement social et impact sur les régions natales*. Thèse de Doctorat de géographie. Université Louis Pasteur de Strasbourg, 300 p.

Guillaume H. et Nouri H., 2006. « Sociétés, dynamiques de peuplement et mutations des systèmes de production traditionnels », in Genin D. et al. (éd.), *Entre désertification et développement. La Jeffara tunisienne*, Tunis, Cérès éditions, IRD, IRA, pp. 79-96.

Guillaume H., Genin D. et Nouri H., 2006. « Entre jessours, oliveraies et steppes : des dynamiques agro-territoriales en question », in Genin D. et al. (éd.), *Entre désertification et développement. La Jeffara tunisienne*, Tunis, Cérès éditions, IRD, IRA, pp. 217-233.

Guillaume H. et Sghaier M., 2006. « Désertification ? Développement ? Eclairage et orientation », in Genin D. et al. (éd.), *Entre déserti-*

*fication et développement. La Jeffara tunisienne*, Tunis, Cérès éditions, IRD, IRA, pp. 315-323.

Institut National de la Statistique (INS), 1966, 1975, 1984, 1994, 2004. *Résultats des recensements généraux de la population et de l'habitat*. Tunis.

Maquart, 1937. « Étude sur la tribu des Haouaïas (territoire de Médenine) », in *Revue tunisienne* n°29, pp. 286-287.

Nouri H., 2004. *Dynamiques spatiales et stratégies familiales chez des communautés rurales de la Jeffara tunisienne (zones de Demmer, Ksar Jedid, El Bhayra/Gouvernorat de Médenine)*. Mémoire de DEA, Université Paris X-Nanterre, IRD, IRA. 186 p.

Office du Développement du Sud (ODS), 2006. *Les gouvernorats (du Sud) en chiffres*, Médenine.

Rapports mensuels des postes de Médenine, Tataouine, Zarzis, Matmata, 1895-1900. Division d'occupation de la Tunisie, Service des Renseignements, Archives du Ministère des affaires étrangères, nouvelle série Tunisie, 1982-1917.

Simon G., 1979. *L'espace des travailleurs tunisiens en France : structures et fonctionnement d'un champ migratoire international*. Thèse de doctorat d'Etat en géographie. Université de Poitiers, G. Simon Editions, 426 p.

# Développement rural Environnement et Enjeux territoriaux

Regards croisés  
Oriental marocain  
et Sud-Est tunisien

SOUS LA DIRECTION DE

Pierre BONTE  
Mohamed ELLOUMI  
Henri GUILLAUME  
Mohamed MAHDI



SOUS LA DIRECTION DE

Pierre BONTE  
Mohamed ELLOUMI  
Henri GUILLAUME  
Mohamed MAHDI

# Développement rural, Environnement et Enjeux territoriaux

Regards croisés Oriental marocain  
et Sud-Est tunisien



ISBN 978-9973-19-737-5  
© Cérés Éditions, 2009  
6, rue Alain Savary - 1002 Tunis  
BP 56 Tunis-Belvédère  
[www.ceres-editions.com](http://www.ceres-editions.com)